

ÉCHANGES JACQUES SAPIR-ANNIE LACROIX-RIZ, DÉCEMBRE 2023

Cher collègue,

J'ai lu avec attention votre exercice, qui parle moins du contenu de mon ouvrage que de ses graves défauts et manquements et de ce que, bien que voué aux années 1941-1946, il eût dû traiter jusqu'en 1954. Je m'en suis pourtant tenue aux *Origines du Plan Marshall* – sachant que ce dernier, commencé fin 1948 (et pas 1947), est achevé fin 1951.

Vous signalez essentiellement les lacunes de cette étude – entre autres, marxisme défectueux, non-compréhension de la « contradiction » et choix douteux d'archives. Toujours douteux, indubitablement, puisque, depuis les années 1980 de ma thèse d'État et de mes premières publications sur les relations franco-américaines (puis sur le reste), mes critiques les plus virulents ont toujours jugé mes choix de sources non pertinents. Je n'ai jamais choisi les bonnes, toujours les mauvaises ou pas démonstratives ou trop démonstratives parce que sélectivement choisies, etc. Bref, aucune amélioration en plusieurs décennies...

Vos propos sur mon « problème de méthodologie » ou les lacunes du « renseignement de basse police » dont je ferais usage ne sont cependant pas étayés : voir le passage « Ceci nous amène à un autre problème de perspective. » jusqu'au paragraphe « Le Prêt-Bail et avant ». Somme toute, ce serait plutôt votre non-consultation des archives historiques, largement compensée par votre double qualification de « cadre », qui vous aurait « donné une sensibilité particulière à la manière dont les archives des administrations régaliennes sont constituées ». Elle ne saurait être partagée par la simple « universitaire » que je suis, fouilleuse d'archives (mal choisies) depuis 1970 – tout juste « documentaliste », avait tranché l'historien et homme politique RPR Jacques Bariéty pour pouvoir me barrer, en 1979, deux ans avant la soutenance de ma thèse d'État, l'accès à la LAFMA (liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant), veto qui en a inauguré une série difficile à recenser.

Vos erreurs sont très nombreuses. Vous vous trompez sur le cas de la Suède, que vous opposez à la France aidée et qui aurait peu progressé après-guerre parce que pas aidée par Washington. La pression américaine sur la Suède a été énorme, et elle a, je suis catégorique, appauvri un pays sorti de la guerre fort enrichi par ses bonnes affaires allemandes et qui, dès 1948, bien que premier consommateur de café du monde, dut s'en passer vu son « manque de dollars ». Cas passionnant, parce que cas « pur » des effets calamiteux de « l'aide » américaine. Je vous renvoie à mon ouvrage *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest 1944-1949*, Paris, L'Harmattan, 1991. Sur votre comparaison avec la France, cf. *infra*.

Vous m'imputez à tort une « confusion » à propos des dates de loi américaine et de signature britannique définitive : (re)lisez-moi bien, il n'y a aucune erreur factuelle dans mon étude des étapes chronologiques de la réduction à néant du rival britannique, comme l'avait déjà montré, en 1993, la synthèse de Richard Farnetti, historien économique qui a rencontré lui aussi bien des avanies dans sa démarche (*L'économie britannique de 1873 à nos jours*, Paris, A. Colin, 1993, chapitres 6-7).

Vous vous trompez sur les clauses du Prêt-Bail et l'interprétation de la clause de non-réexportation. Laquelle porte, je le rappelle, non pas sur les produits américains reçus, mais sur *tout* produit de même nature existant au Royaume-Uni, ce qui, j'y insiste, comme tous mes prédécesseurs depuis les années 1950, bloquait *tout* le commerce extérieur britannique. Farnetti le rappelait, en 1993, après Dobson, dont il s'était inspiré (Alan P. Dobson, *US Wartime Aid to Britain, 1940-1946*, London, Croom Helm, 1986 rééd. Roudledge, 2021).

Vous vous trompez sur l'importance du Prêt-Bail pour l'Union soviétique. Vos remarques sont démenties par bien d'autres sources, qui mettent l'accent sur la nature économique essentiellement endogène de la victoire soviétique. Le spécialiste de l'URSS Geoffrey Robert se réfère notamment dans *Stalin's wars (Les guerres de Staline*, dont existe une traduction française, Paris, Delga, 2014) à un des spécialistes de l'économie de guerre

soviétique, Mark Harrison, qu'il est difficile de taxer de préventions pro-soviétiques (<https://www.hoover.org/profiles/mark-harrison>), en citant plusieurs de ses ouvrages (p. 9, 24, 44, 186, 219 – trois ouvrages majeurs –, 221, 437). Il ressort, tant de la synthèse de Roberts que des travaux de Harrison que, si importante qu'eût été cette aide *tardive*, accordée *après* la victoire de Stalingrad – et au pays qui conduisait *seul* les opérations militaires contre le Reich dont dépendait strictement la victoire américaine, comme naguère de l'effort français, russe et anglais –, l'économie soviétique a assuré seule 90% « des besoins économiques de guerre » du pays : l'aide occidentale, dont l'américaine a été la plus importante, soit « 10% » au total (les Soviétiques avaient initialement établi le calcul à 4-5%. Qui a raison?), a consisté non essentiellement en produits chimiques mais en moyens de transport assurant une meilleure mobilité à l'Armée rouge (Roberts, *op. cit.*, p. 221).

Un des ouvrages de Harrison, R. W. Davies, Mark Harrison, S. G. Wheatcroft, *The Economic Transformation of the Soviet Union, 1913-1945*, Cambridge, Cambridge University Press 1994, fournit la synthèse requise, p. 250-252. Livrée pour l'essentiel « dans les 18 mois entre la mi-1943 et la fin 1944 », époque où le sort de la guerre n'inspirait aucun doute (la faible aide britannique étant « arrivée en 1942-1943 »). Harrison *et al.*, donnent les détails, et concluent ainsi : « L'Union soviétique a fourni ses propres fusils et ses propres munitions, mais sa mobilité et ses communications ont pu compter sur les camions et jeeps, les téléphones, les boîtes de conserves et les concentrés américains. » *op. cit.*, p. 250-251. Vous me permettrez de juger sans passion que, pour un résultat aussi éclatant et une contribution militaire si limitée (quasi nulle sur le terrain allemand), l'avance américaine a été modeste.

Mon analyse du cas britannique du Prêt-Bail initial s'appuie dans *Les origines du Plan Marshall* sur des sources françaises, c'est exact, mais les *FRUS* depuis 1940, largement citées dans un article à paraître, « Du programme de la « Porte ouverte » à la mondialisation du dollar (années 1890-juillet 1944) », *Droits*, février 2024, vous donneront sur la forme satisfaction. Leur contenu est pire encore.

L'étranglement américain s'est en France, *comme ailleurs*, heurté à des obstacles, si dociles que fussent les classes dirigeantes des pays concernés. Je l'ai montré, dans nombre de travaux portant sur l'ère Marshall (dont vous trouverez mention dans <https://www.historiographie.info/Curriculum%20vitae%20Annie%20Lacroix-Riz%20juin%202021.pdf>, l'intitulé en est explicite). Vous raisonnez comme si les progrès qu'a pu accomplir la France dans les décennies suivant la guerre étaient exclusivement imputables à « l'Aide américaine » ou comme si les contradictions inter-impérialistes avaient été abolies (dans ce cas, comme le cinéma français, l'aéronautique française serait morte dès 1946, et je soutiens qu'elle a été, comme le cinéma, très sévèrement atteinte). Vous raisonnez comme si la question de la reconstruction ne relevait que des responsabilités états-uniennes, postulat que vous ne pouvez naturellement pas démontrer.

Or, la clé des succès français (que vous opposez aux piètres résultats de la Suède pas aidée), particulièrement éminents et précoces, a été, tout simplement, la « Bataille de la production » ouvrière, dépourvue de tout rapport avec « l'aide américaine » : elle seule a permis la récupération de la production de charbon en deux ans, là où il en avait fallu dix après novembre 1918. Je le rappelle dans l'ouvrage mais surtout la question était au centre de ma thèse d'État, « CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction », 4 vol. (2 de texte : 1215 p., 2 de notes : 978 p. + table des matières, index et errata). Thèse d'État soutenue à l'Université Paris I, le 7 novembre 1981. Jury : J. Bouvier, J.-M. Mayeur, A. Prost, R. Treppe, C. Willard). Elle a été partiellement publiée, j'expose dans quelles conditions au chapitre 9 des *Origines du Plan Marshall*.

Vous commettez des erreurs à propos d'années dont je ne traite pas, mais aussi à propos d'années dont je traite. Aucun historien sérieux n'a jamais prétendu que l'industrie allemande

ait souffert des bombardements anglo-saxons. Le caractère particulièrement sélectif des frappes, terribles sur les habitations, quasi absentes sur les sites industriels, avait frappé les travailleurs français du STO (voir *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, chapitre 9). Même le politiste atlantiste Alfred Grosser, qui n'a jamais dépouillé une archive, admettait depuis ses premiers ouvrages (*L'Allemagne de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1953) que 80% du potentiel industriel ouest-allemand était intact en 1945, niveau supérieur à celui de 1936, ère de grande prospérité de l'économie de guerre. « Le redémarrage [complet] de l'industrie allemande » a donc simplement dû attendre que l'obstacle de la Grande-Bretagne occupante de la Ruhr fût définitivement balayé, et que tous les obstacles socio-économiques (intérieurs allemands) levés : ce qui n'était pas rien, comme je l'ai montré dans les chapitres sur le mouvement ouvrier allemand de mon ouvrage *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants*, Paris, Delga, 2020. Voir aussi la bibliographie de mon manuel *Industrialisation et sociétés (1880-1970). L'Allemagne*, Paris, Ellipses, 1997, et les articles sur la reconstruction économique immédiate de la zone d'occupation américaine mentionnés dans la bibliographie et les notes des *Origines du Plan Marshall*). Sans oublier, naturellement, l'immense bibliographie anglophone, largement citée dans l'ouvrage.

« Pénurie de dollars », « pénurie de moyens de paiement », dites-vous? Et pourquoi donc cette « pénurie »? L'ont précisément créée la ruine des accords bilatéraux et la mondialisation du dollar structurellement imposées en juillet 1944, à Bretton Woods. Vous transformez ce carcan en « aide américaine », à l'aide de tableaux statistiques qui ne disent strictement rien des origines historiques concrètes des chiffres et pouvez en conclure que la croissance européenne d'après-guerre doit beaucoup aux États-Unis. Alan Milward, qui a connu une phase scientifique fort peu européenne, avait démontré il y a quarante ans que la prétendue « crise » de l'Europe d'après-guerre n'était en aucune façon une crise de production : elle se réduisait à une crise des moyens de paiement, laquelle provenait précisément des décisions américaines arrêtées à Bretton Woods (ou plus exactement, comme l'attestent les *FRUS*, dès l'été 1942, date à laquelle le projet Morgenthau-White avait été définitivement arrêté, à la virgule près, voir l'article à paraître susmentionné) : *The Reconstruction of Western Europe 1945-1951*, Methuen, London, 1984. J'avais, dans l'immense solitude où je me trouvais en France après ma thèse, particulièrement apprécié cette analyse documentée.

Je vous rappelle que, dès mars 1991, un colloque international sur *Le Plan Marshall* (auquel j'ai participé) a convergé sur la contribution nulle ou quasi nulle des prêts américains (liés) à la reconstruction européenne, *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1993. Le chercheur allemand Werner Abelshauer s'était distingué par sa rude franchise, déclarant oralement, en séance, que ça avait surtout permis à l'Allemagne occidentale de se débarrasser définitivement des « réparations » (il était pessimiste, l'acquis était largement antérieur, voir le chapitre 2 des *Origines du Plan Marshall*).

Pour ce qui est de « la volonté indiscutable d'un projet politique constitué de guerre économique », je vous renvoie aux archives que vous n'agréiez pas, les *Foreign Relations of the United States* : elles sont formelles, par leur convergence, et concernent tous les lieux du monde depuis la fin du 19^e siècle. La zone d'influence américaine unique est difficilement compatible avec de l'espace laissés aux rivaux impérialistes, et même la rivale pas impérialiste de l'ère soviétique. C'est ainsi que Guillaumat en jugeait quand il piquait des colères, depuis 1948, parce que les Américains violaient l'accord pétrolier tripartite de la ligne rouge de 1928.

Soyons honnêtes. Je vous ai souvent lu et entendu, je vous connaissais donc, je savais que vous vous teniez, non seulement pour un économiste de premier plan mais aussi pour un historien compétent et que vous voyiez en moi une piètre historienne communiste, qui ignore jusqu'aux bases du marxisme (j'ai été un peu vexée, ayant passé, sous la direction du grand

Pierre Vilar, mon année de maîtrise à éplucher *Le Capital* et faisant partie depuis ma prime jeunesse des gros lecteurs de Marx, Engels et Lénine). Vous me dressez avec condescendance en benête de bonne volonté mais de capacités limitées. Je vous recommande de lire l'ouvrage que je n'ai (re)lu qu'après avoir achevé le mien, celui du haut fonctionnaire désespéré Jacques Thibau, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979. Il me pose en historienne moins limitée que ne le fait votre descriptif.

Bien cordialement,
Annie Lacroix-Riz

De : Jacques SAPIR <sapir@msh-paris.fr>
Envoyé : jeudi 21 décembre 2023 11:00
À : Annie Lacroix-Riz <annie.lacroix.riz@gmail.com>
Objet : Livre Annie Lacroix Riz - CR et critique
Importance : Haute

Chère Annie Lacroix-Riz,

Ma critique de votre livre va paraître demain, à 08h00 sur le site "Les Crises" dans le dossier "Russeurope-en-exil".

Cela a pris un peu plus de temps que prévu, car j'ai dû réduire (à 46 000 signes quand même...) le texte.

Le texte "complet", qui fait environ 66 000 signes, est désormais en ligne sur le site du CR451 de l'École de Guerre Économique, à l'adresse suivante:

<https://cr451.fr/le-plan-marshall-et-la-france-aide-necessaire-ou-guerre-economique-1940-1953/>

Bien à vous,

Jacques Sapir

Jacques SAPIR
<https://www.les-crisis.fr/dossier/russeurope-en-exil/>

Directeur d'études à l'EHESS - Enseignant à l'EGE
Directeur du CEMI-CR451
Membre étranger de l'Académie des Sciences de Russie